



Chapitre S-30

LOI SUR LES SOCIÉTÉS DE PRÊTS ET DE PLACEMENTS

SECTION I

DES PERMIS ACCORDÉS À LA SOCIÉTÉ

Sociétés auxquelles un permis peut être accordé.

1. Toute corporation, institution ou société de prêts et de placements, régulièrement constituée en vertu des lois du Parlement de la Grande-Bretagne et d'Irlande, ou du Canada, ou de la Législature de l'une des autres provinces du Canada, où de semblables institutions, constituées en corporation au Québec, peuvent exercer les mêmes droits, dans le but de prêter ou de placer de l'argent, et autorisée par statut, charte ou acte corporatif, à prêter de l'argent dans le Québec, peut obtenir un permis du ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières, à l'effet de lui permettre d'y exercer ses opérations.

S. R. 1964, c. 289, a. 1; 1966-67, c. 72, a. 23; 1975, c. 76, a. 11.

Honoraire.

2. L'honoraire qui doit être payé par la corporation, l'institution ou la société lors de l'émission du permis est celui fixé par le gouvernement.

S. R. 1964, c. 289, a. 2.

Avis.

3. Toute corporation, institution ou société qui obtient un permis en vertu de la présente loi, doit en donner sans délai avis pendant un mois dans la *Gazette officielle du Québec*, et dans au moins un journal publié dans le comté, la cité, la ville, ou l'endroit où le principal agent ou administrateur de la corporation, de l'institution ou de la société pratique ses opérations.

Avis.

Un pareil avis doit être donné quand cette corporation, institution ou société cesse ou donne avis qu'elle a cessé de pratiquer ses opérations au Québec.

S. R. 1964, c. 289, a. 3; 1968, c. 23, a. 8.

Preuve requise.

4. Le ministre des consommateurs, coopératives et institutions

financières peut, s'il le juge à propos, accorder ce permis, sur preuve à lui fournie que la corporation, l'institution ou la société qui le demande a été régulièrement constituée comme susdit.

Preuve requise.

Cette preuve consiste en la production d'une copie certifiée du statut, de la charte ou de l'acte corporatif, et d'une procuration de la corporation, de l'institution ou de la société, en faveur de la personne nommée pour être son principal agent ou administrateur au Québec, revêtue du sceau de cette corporation, institution ou société, et de la signature du président ou du directeur-gérant et du secrétaire, et attestée sous serment par un témoin, laquelle procuration autorise expressément cet agent ou cet administrateur à demander le permis.

S. R. 1964, c. 289, a. 4; 1966-67, c. 72, a. 23; 1975, c. 76, a. 11.

SECTION II

DES OPÉRATIONS DE LA SOCIÉTÉ

Pouvoirs généraux.

5. Après avoir obtenu son permis, il est loisible à la corporation, institution ou société:

1° De faire, en son nom corporatif, des opérations de prêts et placements de toutes sortes excepté le commerce de banque;

2° De prendre et posséder des hypothèques sur des biens-fonds, et des obligations de chemins de fer, de municipalités ou autres sortes d'obligations, sur la garantie desquelles elle veut prêter ses capitaux, que ses obligations constituent ou non une charge sur des immeubles situés au Québec;

3° De posséder ces hypothèques, de les vendre et de les transporter, selon son gré;

4° De posséder, sous tous rapports, en ce qui regarde ses affaires et le prêt et le placement de ses capitaux, les mêmes pouvoirs et privilèges qu'un particulier peut avoir et posséder.

Immeubles.

Toutefois, toute telle corporation, institution ou société est tenue de vendre ou d'aliéner, dans les dix ans à compter de la date de l'acquisition, les immeubles qu'elle a ainsi acquis soit par vente en justice, soit par acte de l'emprunteur ou du possesseur subséquent en paiement d'un prêt, soit en vertu de toute convention avec l'emprunteur ou le possesseur subséquent.

S. R. 1964, c. 289, a. 5.

SECTION III

DES PROCÉDURES AVANT LE COMMENCEMENT DES OPÉRATIONS

Documents à produire. 6. Toute telle corporation, institution ou société qui obtient un permis en vertu de la présente loi, doit, avant de commencer ses opérations, produire au bureau du ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières, une copie certifiée du statut, de sa charte, ou de son acte corporatif, et de plus, une procuration donnée à son principal agent ou administrateur au Québec, signée par son président ou son directeur-gérant et son secrétaire, et dont l'authenticité a été attestée par la déclaration solennelle de son principal agent ou administrateur, ou d'une personne connaissant les faits.

Procuration. Cette procuration doit autoriser expressément cet agent ou administrateur, en tant qu'il s'agit de ses actes comme tel, à recevoir la signification de tout bref dans les poursuites ou procédures intentées au Québec contre la corporation, institution ou société, pour cause d'obligations nées au Québec, et doit déclarer en outre, que la signification de tout tel bref à cet agent ou administrateur, à raison de telles obligations, sera légale et obligatoire, à toutes fins et intentions quelconques, pour la corporation, institution ou société et qu'aucune objection ne pourra être opposée pour cause d'erreur à raison de cette signification.

S. R. 1964, c. 289, a. 6; 1966-67, c. 72, a. 23; 1975, c. 76, a. 11.

SECTION IV

DISPOSITIONS DIVERSES

Significations à l'agent. 7. Après la production d'une copie certifiée du statut, de la charte ou de l'acte corporatif et de la procuration, tout document qui, dans une poursuite ou procédure contre la corporation, institution ou société, à raison d'une obligation née au Québec, requiert signification, peut être signifié à l'agent ou à l'administrateur, de la même manière qu'il peut être signifié à l'officier compétent d'une compagnie constituée au Québec.

Jugement et exécution. Il peut alors être procédé à jugement et exécution de la même manière que dans les procédures en matière civile.

S. R. 1964, c. 289, a. 7.

Production du permis non requise. 8. Il n'est pas nécessaire de produire le permis dans aucune des poursuites ou actions intentées par la corporation, institution ou société qui l'a obtenu, à moins que son existence ne soit niée, et que cette dénégation ne soit accompagnée d'une déposition sous serment.

Suffisance de l'allégation.

L'allégation qui est faite dans la déclaration au sujet de ce permis,
constitue par elle-même une preuve de l'existence du permis.

S. R. 1964, c. 289, a. 8.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 289 des Statuts refondus, 1964, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre S-30 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

TABLE DE CONCORDANCE

**STATUTS
REFONDUS, 1964**

**LOIS REFONDUES,
1977**

Chapitre 289

Chapitre S-30

LOI DES SOCIÉTÉS DE
PRÊTS ET DE PLACE-
MENTS

LOI SUR LES SOCIÉ-
TÉS DE PRÊTS ET DE
PLACEMENTS

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
1 - 8	1 - 8	

La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.

Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans le refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.

